





1990 – 2004

Paul Bolland





23 mai 1990 → 30 septembre 2004

Paul Bolland

Par **ERIC GEERKENS**, chargé de cours à l'Université de Liège

Paul, Henri, Gaspard Bolland naît le 17 septembre 1939 à Saint-Remy (intégré aujourd'hui à Blegny) dans une famille descendant d'armuriers à domicile de la Basse-Meuse. Le père est alors ouvrier à la Fabrique nationale d'Armes de Guerre à Herstal. À la reprise de l'activité sous contrôle allemand, il quitte l'entreprise pour être engagé au charbonnage de Cheratte. En 1942, victime d'un accident au fond de la mine, il devient ouvrier de surface. La mère s'occupe de ses deux enfants, dont le cadet décédera en bas âge. Le milieu familial est modeste et la famille, de confession catholique, est socialiste.

Au terme d'humanités gréco-latines à l'Athénée de Visé, Paul Bolland s'inscrit en philologie classique à l'Université de Liège. Entre 1957 et 1961, il aura, entre autres, pour condisciples le futur ministre libéral Pierre Hazette et un futur helléniste de cette même université, Paul Wathelet.

Après avoir rempli ses obligations militaires comme candidat officier de réserve, à l'École des Troupes blindées de Stockem, il se tourne vers la carrière professionnelle. En novembre 1962, toujours sous les drapeaux, il épouse Josette Botty; de cette union naîtront trois enfants.

De l'enseignement à la province

La carrière d'enseignant de Paul Bolland se déroule tout entière dans l'enseignement communal liégeois, d'abord à l'École moyenne et normale Jonfosse, puis à partir de 1963–1964 à l'athénée du boulevard Saucy (aujourd'hui Athénée Maurice Destenay). La qualité de son engagement professionnel peut notamment se mesurer à la publication de plusieurs supports d'enseignement¹.

Inscrit au PSB en 1969, Paul Bolland mènera une carrière politique presque exclusivement consacrée aux pouvoirs locaux. Son principal mentor en politique sera André Cools.



Le salon vert, au rez-de-chaussée du palais provincial de Liège.



Le gouverneur Paul Bolland.

Élu pour la première fois conseiller provincial du canton de Dalhem-Visé en 1974, de manière assez surprenante, pour le scrutin provincial suivant, il n'est pas retenu au *poll* (élections internes aux sections, au cours desquelles les militants du parti sont appelés à désigner leurs représentants sur les listes électorales) pour figurer en ordre utile sur les listes socialistes de la Basse-Meuse. Entre 1977 et 1981, il n'est donc plus élu provincial. Par contre, au cours de la même période, il fait son entrée au conseil communal de Dalhem – dans sa configuration nouvelle issue de la fusion des communes –, où il occupe le siège de premier échevin. C'est également au cours de cette période qu'il se met en congé de l'enseignement pour suivre André Cools à Bruxelles, où il remplit auprès du co-président du PSB encore national les fonctions de secrétaire national adjoint. Outre l'organisation de l'agenda du co-président, Paul Bolland était chargé des relations avec les organisations sœurs du PSB – et bientôt du PS après la scission de 1978 – comme le PAC.

Paul Bolland revient à Liège en 1979, pour occuper à temps plein, pendant deux ans, les fonctions de secrétaire de la fédération liégeoise du Parti socialiste. À l'issue du scrutin de 1981, la coalition à la tête de la province de Liège change. Les sociaux-chrétiens sont renvoyés dans l'opposition et les socialistes font alliance avec les libéraux, au terme d'un accord passé entre André Cools et Jean Gol. Paul Bolland accède alors à la fonction de député permanent, en charge des Finances, du Personnel non enseignant et des Sports; il succède à Louis Donnay. Dans cette fonction, son premier objectif consiste à maintenir le budget de la province en équilibre. Comme membre et plus tard comme président de la députation permanente, Paul Bolland va plus particulièrement contribuer au développement de l'enseignement provincial (en lien notamment avec l'évolution attendue de l'enseignement supérieur), à la réorientation du secteur « Santé » vers des activités de prévention de proximité, à la promotion de la culture, du tourisme et des sports. C'est dans le cadre de son premier mandat qu'est créée en 1983 l'asbl Maison des

Sports, destinée à mieux soutenir les fédérations sportives provinciales.

Ce mandat de député permanent amène Paul Bolland à siéger, à titres divers, au conseil d'administration de plusieurs intercommunales comme l'Association liégeoise d'Électricité (ALE) ou la Société des Transports intercommunaux liégeois (STIL), à Meusinvest, au conseil de surveillance du Crédit communal, etc.

En 1986, le président en exercice de la fédération liégeoise du PS, le bourgmestre Édouard Close, renonce à cette fonction. Avec 91 % des suffrages, Paul Bolland, déjà vice-président, est alors confortablement élu et devient le quatrième président de la fédération de l'après-guerre. À partir d'avril 1988, il siège également au bureau national du PS.

La période sera extrêmement tendue pour la fédération liégeoise, qui s'est déchirée entre deux clans, le groupe dit de Flémalle, derrière André Cools, et celui dit du Perron, animé par Jean-Maurice Dehousse et José Happart. Parmi les moments les plus tendus de cette présidence figure d'abord le 1er mai 1988. L'accord de gouvernement qui a permis aux socialistes de sortir de l'opposition est assorti au « lâchage » de José Happart. Des membres de l'Action fouronnaise vont s'en prendre aux ténors de la fédération lors des traditionnels discours prononcés au kiosque du parc d'Avroy à Liège. Fait sans précédent, de graves insultes s'échangent alors publiquement. Les divisions s'approfondissent un an plus tard, lorsque la Ville de Liège est soumise à un nouveau plan d'assainissement. Les autorités de tutelle sont alors représentées par le ministre de l'Intérieur, Louis Tobback, et par le ministre wallon des Affaires intérieures, qui n'est autre qu'André Cools. En contrepartie d'une reprise partielle de la dette liégeoise, à laquelle s'ajouteront l'intercommunalisation de certains services (hôpital de la Citadelle, cédé par le CPAS, abattoir, puis régie funéraire et service d'incendie) et la cession à la province d'autres institutions (Musée de la Vie wallonne et Institut supérieur industriel liégeois),





↑
Fête du 1^{er} mai à Liège, 1988. Paul Bolland, président du PS liégeois, est en tête du cortège (quatrième à partir de la droite).

de nouveaux sacrifices sont imposés au personnel communal, en termes d'emploi et de rémunération. Lors du vote de ce plan au collège, les élus socialistes sont divisés, et le plan de la coalition sociale-chrétienne socialiste ne passe que grâce à l'abstention du chef de file des libéraux dans l'opposition, Michel Foret.

L'accession de Paul Bolland au poste de gouverneur de la province de Liège semble devoir beaucoup au souhait de son prédécesseur, Gilbert Mottard, d'achever sa

carrière politique dans d'autres habits. Ce dernier ayant été nommé ministre des Pensions le 2 mai 1990 en remplacement d'Alain Van der Biest, en partance pour la Région en remplacement d'André Cools, la voie s'ouvre donc pour Paul Bolland, qui entre immédiatement en fonction et prête serment le 23 mai.

Rompant avec la pratique de ses prédécesseurs, Paul Bolland renonce à prononcer chaque année un discours à l'occasion de la rentrée du conseil provincial. Par

contre, répondant à une suggestion de la députation permanente, il publie, à trois reprises, un rapport d'activités, qui fourmille d'informations factuelles sur l'activité du gouverneur². Par ailleurs, soucieux de la conservation de la mémoire de l'institution provinciale, comme il l'avait été de la mémoire du monde socialiste liégeois en soutenant la fondation de l'Institut liégeois d'Histoire sociale en 1987, le gouverneur Bolland a non seulement doté la province de Liège d'un dépôt d'archives digne de ce nom – alors que ce sont *in fine* les dépôts des archives de l'État qui sont les destinataires légaux des archives provinciales –, où il a lui-même fait déposer les archives de son gouvernorat.

Restaurer l'image du Pays de Liège

Suivant une distinction que Paul Bolland se plaisait à rappeler, trois volets peuvent être mis en exergue dans la fonction de gouverneur d'une province à l'époque où il l'a lui-même exercée. Il est d'abord le représentant du gouvernement fédéral, et en particulier du ministre de l'Intérieur, et le premier interlocuteur des gouvernements régional et communautaire. Il est ensuite le président de l'exécutif provincial, posture singulière qui voit un non-élu présider la députation permanente, avec une voix délibérative jusqu'en 1997. Ses compétences le conduisent entre autres à accompagner la réforme des polices de 1998 et à coordonner les services de sécurité et de secours ; dans ce cadre, Paul Bolland sera notamment confronté à l'accident mortel du *Trimbleu* (1991), où il était directement concerné au titre de président du Domaine touristique qui faisait circuler le train (il sera exonéré de toute responsabilité pénale en 1994), à l'explosion d'une conduite de gaz à Theux (1997) et à l'accident de la Haute Levée à Stavelot (1998).

Au titre de gouverneur, il remplit, *ex officio*, la fonction de vice-président du Port autonome de Liège et de l'Opéra royal de Wallonie et représente l'ALE au sein de la Société coopérative liégeoise d'Électricité.

Le gouverneur Bolland a également présidé, à deux reprises, la Fondation Euregio Meuse-Rhin, chargée d'accompagner la mise en œuvre des programmes européens de coopération transfrontalière Interreg.

À la suite de la réforme institutionnelle de 1988, le gouverneur siège, avec ses homologues, au sein d'un collège des gouverneurs, chargé de la tutelle sur les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

Le dernier volet, celui où la touche personnelle peut s'imprimer le plus clairement, relève du magistère d'influence : tout ce que le gouverneur, fort des nombreux contacts qu'il est amené à nouer, peut faire sans y être contraint. Interrogé en février 2000 par le journal toutes boîtes *Publi Hebdo* à propos de la réalisation dont il tirait la plus grande fierté, Paul Bolland évoque en priorité la mise sur pied de *Liège 2000*. Pour bien mesurer la signification de l'activité

↑
Explosion de gaz à Theux, 1997. Paul Bolland, à gauche, avec le roi Albert II et la reine Paola.

→
Manifestation, place Saint-Lambert à Liège, en soutien à la sidérurgie liégeoise, le 12 mars 2003.



de ce groupe, il convient de le situer dans son contexte idéologique. Au tournant des années quatre-vingt, le monde occidental s'engage largement dans une révolution conservatrice. Dans les régions de vieille industrialisation durement touchées par la crise, comme l'est Liège, les forces progressistes peinent à trouver une réplique au discours néolibéral et aux évangélistes du marché. À défaut d'autres solutions, ces forces se résignent aux lois du marché et s'engagent dans une logique de « concertation stratégique ». Ainsi naissent en région liégeoise des regroupements de « forces vives », comme le groupe Japon, puis le groupe de Colonster, animé par les figures alors incontournables des trois principaux partis politiques liégeois, André Cools, Jean Gol et Michel Hansenne.

Peu après son entrée en fonction, Paul Bolland est sollicité, à la fois par le bourgmestre de Liège et par les responsables de la régionale Liège-Huy-Waremme de la

FGTB, afin de rassembler les forces des divers milieux liégeois pour le sauvetage du bassin industriel et la mise en œuvre des grands dossiers de développement des infrastructures.

Le groupe *Liège 2000* est porté sur les fonts baptismaux le 9 novembre 1990. Il a été composé de manière à assurer une double représentativité, à la fois politique et professionnelle. On y retrouve trente-quatre personnalités liégeoises, dont une seule femme : ministres d'État, ministres et anciens ministres, des représentants des trois principaux partis politiques, le gouverneur et le bourgmestre de Liège, des représentants du monde de l'entreprise et d'institutions publiques à caractère économique, des syndicalistes ainsi que le recteur de l'ULg. Le monde de la culture n'est pas d'emblée représenté et Écolo ne sera associé que plus tardivement, et non sans réticences du gouverneur. L'organisation de *Liège 2000* est formée de sous-groupes thématiques appuyés par un secrétariat technique. Les premiers sont au nombre de cinq : Développement économique, Institutions culturelles, Infrastructures, Métallurgie et Euregio. Le secrétariat technique, nom donné au noyau dur du groupe, comprenait à l'origine Michel Foret, Willy Legros (remplacé par Stéphane Moreau), Louis Smal et Daniel Galler, attaché technique au groupe *Liège 2000*, sous la présidence de Paul Bolland. Il serait certainement contraire à l'esprit qui a animé ce dernier, coordinateur discret mais ferme, de lui attribuer toutes les réussites de *Liège 2000* ; il lui revient cependant d'avoir contenu pendant dix ans les divisions et l'acrimonie des décideurs liégeois, pour les amener au contraire à défendre collectivement le développement du Pays de Liège et la restauration de son image.

Dans la charte fondatrice de *Liège 2000*, deux axes s'avèrent plus particulièrement importants.

Face à une réalité wallonne faite de concurrences sous-régionales, il s'agit d'abord de mobiliser les représentants des forces vives pour la défense des intérêts liégeois dans divers dossiers. Parmi ceux-ci, il convient d'épingler :



le soutien aux grands secteurs d'activités (sidérurgie et construction mécanique) et aux infrastructures de transport (passage du TGV à Liège, achèvement de la liaison E40-E25, développement de l'aéroport de Bierset et du transport fluvial), la coordination des projets éligibles aux subsides de l'Objectif 2 du programme européen FEDER, la coordination de l'information et de l'action économique de la province (création de l'Observatoire économique des intérêts liégeois ou CEIL, en partenariat avec l'ULg; création de la SPI+ par rapprochement de la Société provinciale d'Industrialisation et de l'Institut provincial des Classes moyennes), l'installation des institutions économiques wallonnes au Vertbois, etc.

Le deuxième axe relève d'une mobilisation de tous les instants pour la restauration de l'image de Liège; pour reprendre les propos de Paul Bolland, il s'agit de «réduire à néant cette image négative que nous traînons comme un boulet, cette image symbole d'une place Saint-Lambert, cœur lunaire d'un Liège lunatique, d'une vallée misérabiliste sentant, dans des chancres industriels, la décadence et le désespoir, image qui nous écrase depuis trop longtemps»³.

Pour mobiliser le plus largement, le gouverneur adopte l'expression «Pays de Liège», «communauté dont le cœur est Liège et dont l'étendue, à mon sens variable devant tel ou tel problème, peut aller jusqu'à la dimension provinciale, y compris dans sa spécificité germanophone». Cette expression permet de ménager des susceptibilités lorsque, dans la conduite de certaines manifestations, la Province, forte de ses moyens financiers, prend une part prépondérante.

Les actions de défense des intérêts liégeois se menant dans la discrétion, une des premières actions publiques d'envergure de *Liège 2000* a été l'organisation, en 1995, de la campagne promotionnelle *Forcer l'avenir*, sur le modèle luxembourgeois d'*Une ardeur d'avance*. Engagée avec le soutien des partenaires sociaux de la métallurgie, l'opération s'est notamment matérialisée

par des panneaux – entre autres autoroutiers – destinés à ancrer le slogan dans les esprits.

La seconde opération de communication de grande ampleur a été l'organisation de l'Euro Fête au Pays de Liège, à l'occasion du championnat d'Europe de football en 2000 organisé conjointement par la Belgique et les Pays-Bas. En marge des quelques rencontres dans un stade du Standard agrandi pour l'occasion, il s'est agi d'organiser quelque cent trente manifestations culturelles, sportives ou touristiques, comme la reconstitution en toile du chœur de la cathédrale détruite deux siècles plus tôt.

Une des dernières actions marquantes du groupe a consisté à proposer un Plan stratégique pour l'Économie et l'Emploi en Pays de Liège, élaboré en partenariat avec l'CEIL, sous les auspices de l'Interface Entreprises-Université.

À l'automne 2000, le gouverneur Paul Bolland interroge ses partenaires sur l'opportunité et les modalités d'une poursuite des activités de *Liège 2000*. La réponse sera apportée par d'autres acteurs, puisque la création de l'asbl «*Avenir du Pays de Liège*» dans la perspective de la mise en place d'une communauté urbaine, voulue par l'homme fort du PS liégeois d'alors, fait perdre sa raison d'être à *Liège 2000*⁴. Paul Bolland ne manquera pas de redire, à l'occasion de son départ à la retraite, le scepticisme que lui inspire la «communauté urbaine».

À l'aune du succès de l'Euro-Fête, la promotion du Pays de Liège va désormais principalement reposer sur une politique de grands événements à fort écho médiatique, dans le domaine de la culture et des sports.

Sans négliger les institutions de la culture la plus classique – contribuant notamment à la pérennisation de l'Orchestre philharmonique de Liège et de l'Opéra royal de Wallonie en difficulté financière –, l'engagement culturel du philologue classique Paul Bolland s'est porté sur la défense des traditions culturelles locales et de l'idiome

→
Fêtes de Wallonie
en 1997.
Paul Bolland et
son épouse
dans la cour du
palais provincial.

→
Fête organisée au
palais provincial
à l'occasion
du championnat
d'Europe de
football en 2000.





Paul Bolland accueille Antoine Gallimard à Liège à l'occasion de l'année Simenon, en 2003.



Paul Bolland au premier rang du public sur le plateau de l'émission «Vivement dimanche», le 5 juin 2012, à l'occasion du départ du Tour du France en province de Liège.



régional. Lui-même membre de nombreuses confréries, comme celle des *Peûres di Sint-R'Mèy* [Les poires de Saint-Remy], le gouverneur Bolland a donné un plus large écho aux manifestations folkloriques. Chaque année, il a fait coordonner le programme des «Fêtes de Wallonie en Province de Liège», organisées pendant tout le mois de septembre, tout en prenant l'initiative de lancer ces fêtes de manière décentralisée, au départ chaque année d'une commune différente de la province. Ardent défenseur du wallon, administrateur de plusieurs institutions dédiées à sa promotion (comme l'asbl *Djâzans walon*), il a illustré sa pérennité en traduisant dans cette langue une adaptation théâtrale du *Journal d'Anne Frank*⁵.

Le grand événement culturel médiatisé a été l'organisation en 2003 de l'Année Simenon, portée par une structure de fait associant la Ville, la Province et l'Université. Placée sous

le patronage de John Simenon, elle s'est déclinée en une large palette d'activités: expositions, créations musicales, représentations théâtrales, rencontres cinématographiques, parcours Simenon à travers la ville, etc., drainant un public de près d'un demi-million de personnes⁶. Un de ses temps forts a été la présentation à Liège, par Antoine Gallimard et l'équipe des éditions du même nom, des deux volumes Simenon édités dans la collection de la Pléiade par Jacques Dubois et Benoît Denis.

Dans le domaine sportif, la médiatisation la plus forte du Pays de Liège est évidemment atteinte avec le prologue du *Giro d'Italia* en mai 2002, mais surtout avec le départ du Tour de France en juillet 2004; ce dernier a été rendu possible par les liens noués de longue date entre Jean-Marie Leblanc, dont la société avait repris l'organisation de Liège-Bastogne-Liège et de la



→
Remise de la Légion
d'honneur à Paul
Bolland, des mains
d'Alain Pierret,
ambassadeur de
France en Belgique.

Flèche wallonne, et le gouverneur Bolland, lui-même notoirement féru de cyclisme.

Le 30 septembre 2004, Paul Bolland prend une retraite légèrement anticipée à l'âge de 65 ans, alors que la limite officielle est fixée à 67 ans pour les gouverneurs. Les manifestations d'hommage organisées pour son départ donnent une bonne mesure de l'estime qu'il avait acquise dans divers milieux de la société liégeoise.

Au terme de sa carrière professionnelle, le gouverneur honoraire ne demeure pas inactif. Il achève d'abord

certains mandats dans le secteur économique (comme à la Socolie) ou touristique (à la présidence du Domaine touristique de Blegny-Mine) et en conserve longtemps d'autres dans le sport (président depuis 2005 le Royal Cyclist's Pesant Club Liégeois) ou la culture (administrant la Société royale d'Encouragement à l'Art wallon, qui exploite le Théâtre du Trianon). Son attachement à l'environnement de toute une vie – à l'exception de la période où, gouverneur, il résidait au palais provincial – le conduit à publier un et bientôt deux tomes d'une histoire illustrée de sa commune de Blegny⁷.

